

DANS L'ACTUALITE du 14 au 16 mai 2013

Textes officiels

JORF n° 0111 du 15 mai 2013

Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique

[Décret n° 2013-394 du 13 mai 2013 portant publication de la convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique \(ensemble une annexe\), adoptée à Paris le 2 novembre 2001](#)

Projet de loi

Autorisation de légiférer pour accélérer les projets de construction

Projet de loi adopté mercredi 15 mai en commission par l'Assemblée nationale. Le texte, qui sera examiné en séance publique à partir de mardi 21 mai, propose des mesures d'urgence, comme la transformation en logements de bureaux vacants.

Projet de loi : [Logement et urbanisme : autorisation de légiférer pour accélérer les projets de construction](#)

Jurisprudence

Contrat public

Niveaux minimaux de capacité liés et proportionnés à l'objet du marché

le Conseil d'État a précisé les conditions dans lesquelles le juge du référé précontractuel peut annuler la procédure de passation d'un marché pour cause de manquement de l'acheteur public à son obligation de fixer des niveaux minimaux de capacité liés et proportionnés à l'objet du marché découlant de l'article 45 du code des marchés publics.

[CE 7 mai 2013 Société Segex, req. n° 365706](#)

Une durée excessive peut justifier la résiliation unilatérale d'une délégation de service public

Une personne publique peut résilier unilatéralement une convention de délégation de service public au motif que sa durée est excessive. Pour ce faire, le recours préalable au juge n'est pas obligatoire.

[CE 7 mai 2013 Société auxiliaire de parcs de la région parisienne \(SAPP\), req. n° 365043](#)

Paiement des marchés

Si un marché public peut être payé pour une partie en numéraire et pour l'autre en nature (occupation gratuite du domaine public), la portée de cette seconde fraction doit être bien précisée par le marché

[CAA Paris 19 mars 2013 Société MCO Sports, req. n° 11PA01978](#)

Urbanisme

Droit de préemption des fonds de commerce

La volonté d'une commune de préserver la diversité commerciale permanente dans une commune devant faire face au développement d'une activité commerciale saisonnière répond aux objectifs poursuivis par le droit de préemption des fonds de commerce.

[CAA Bordeaux 26 mars 2013 Commune d'Espelette, req. n° 11BX03234](#)

Environnement

Conditions de régularité d'une installation de centrale solaire sur des terres agricoles en outre-mer

La régularité du PLU sur lequel est fondé un permis de construire relatif à une centrale solaire au sol en outre-mer sur une zone agricole est subordonnée au caractère limité de l'atteinte à la protection des terres agricoles et à la présence d'une continuité de l'urbanisation existante.

[CAA Bordeaux 4 avril 2013 Association pour la sauvegarde du patrimoine martiniquais, req. n° 12BX00153](#)

Réponse ministérielle

Définition juridique des termes "sentier littoral", "servitude de passage des piétons sur le littoral", et "sentier des douaniers"

[Rép. n° 04273, JO Sénat du 25 avril 2013](#)

Les collectivités territoriales sont limitées à un unique organisme de promotion du tourisme

[Rép. n° 4943, JOAN du 16 avril 2013](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Le BOAMP s'enrichit d'un service de dématérialisation des procédures de marchés publics

[La direction de l'information légale et administrative \(DILA\), éditrice du Bulletin officiel des annonces de marchés publics \(BOAMP\), met à disposition des collectivités un service de dématérialisation des procédures d'achat, en complément de la publication des annonces de marchés publics.](#)

Source : dila.premier-ministre.gouv.fr du 16/05/2013

Le référentiel général de sécurité (RGS)

[Le RGS et les certificats de signature électronique dans les marchés publics : Informations pratiques pour l'échéance du 19 mai 2013](#)

Source : DAJ du 15/05/2013

Niveau minimum de capacité du candidat, allotissement : tout dépend des caractéristiques du marché

[Par une décision du 7 mai 2013, le Conseil d'Etat a considéré que le juge de première instance avait dénaturé les pièces du dossier en annulant la procédure de passation d'un marché alors que l'exigence de capacité technique imposée aux candidats et prévue à l'article 45 du Code des marchés publics \(CMP\) était liée et proportionnée à l'objet du marché.](#)

Source : localtis.info du 15/05/2013

Urbanisme

Logement: les ordonnances sur la construction adoptées en commission à l'Assemblée

[Le projet de loi permettant au gouvernement de légiférer par ordonnances pour accélérer les projets de construction a été adopté mercredi 15 mai au soir en commission par l'Assemblée nationale.](#)

Source : le moniteur du 16/05/2013

Prudence sur l'urbanisme à proximité des lignes électriques haute tension

[Une instruction du ministère de l'Ecologie du 15 avril 2013 relative à l'urbanisme à proximité des lignes de transport d'électricité recommande de ne pas implanter de nouveaux établissements sensibles dans des zones exposées à un champ magnétique supérieur à 1 micro Tesla \(\$\mu\$ T\).](#)

Source : le moniteur du 14/05/2013

Environnement

Consultation publique : mesures règlementaires de transposition de la directive Seveso 3

[Le ministère de l'Ecologie met en consultation publique jusqu'au 28 mai 2018 quatre projets de textes présentés conjointement qui permettent d'adapter la réglementation française à l'entrée en vigueur du règlement CLP et de la directive Seveso 3.](#)

- [Projet de décret modifiant le titre I du livre V du code de l'environnement](#)
- [Projet de décret modifiant la nomenclature des installations classées](#)
- [Projet de décret modifiant la colonne B de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement relative à la taxe générale sur les activités polluantes](#)
- [Projet d'arrêté relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1 du livre V du code de l'environnement](#)

Source : developpement-durable.com du 08/05/2013

Domaine public

Adoption définitive d'un texte sur la modernisation du régime des sections de commune

[Le parlement a définitivement adopté mercredi 15 mai une proposition de loi RDSE \(à majorité PRG\) modernisant le régime des sections de commune, issu du droit médiéval.](#)

Source : la gazette des communes du 15/05/2013

Collectivités territoriales

Avec l'arrivée du ".bzh" et du ".paris", l'internet se territorialise

[C'est fait. Après plusieurs années de lobbying et d'attente, la Bretagne et Paris deviennent respectivement première région et première ville de France \(1\) à disposer de leur propre extension internet : ".bzh" et ".paris".](#)

Source : localtis.info du 15/05/2013

Consensus des élus locaux pour poursuivre l'effort de péréquation

[Les deux groupes de travail du Comité des finances locales créés après la conférence de Matignon du 12 mars poursuivent leur travail.](#)

Source : localtis.info du 14/05/2013

Presse

Le ministère du logement veut renforcer l'action publique sur les copropriétés dégradées

[Prévenir et guérir. Trois jours après la remise par le sénateur \(PS\) Claude Dilain de son rapport sur les copropriétés dégradées, le ministère du logement précise les grandes lignes de sa réforme. Avec une volonté affichée de "bousculer les choses".](#)

Source : le Monde du 16/05/2013

Des magasins éphémères qui durent

Créés pour « faire le buzz », les « pop-up stores » ont des règles immobilières propres. Leurs coûts et leurs retours sur investissement sont très variables.

Source : les Echos du 16/05/2013

Chronostock mise sur les magasins éphémères

L'enseigne de vente par déstockage réalise des économies en frais d'infrastructure et de personnel permanent.

Uniformes de la police : Armor-Lux débouté par le tribunal administratif

Le tribunal administratif de Paris a débouté lundi 13 mai la PME bretonne Armor-Lux qui contestait les conditions d'attribution du marché des uniformes de la police, dont elle avait été évincée au profit d'une filiale du groupe GDF-Suez.

Source : le Monde du 13/05/2013